

Brochure n° 3217

**Convention collective nationale**

IDCC : 1258. – **ORGANISMES D'AIDE À DOMICILE  
OU DE MAINTIEN À DOMICILE**  
(7<sup>e</sup> édition. – Septembre 2005)

Brochure n° 3321

**Convention collective nationale**

IDCC : 562. – **AIDES FAMILIALES RURALES  
ET PERSONNEL DE L'AIDE À DOMICILE  
EN MILIEU RURAL (ADMR)**  
(1<sup>re</sup> édition. – Janvier 2005)

**ACCORD DU 29 NOVEMBRE 2005**  
**RELATIF AU MONTANT DES INDEMNITÉS KILOMÉTRIQUES**  
NOR : ASET0650006M

Le présent accord a pour objet de définir le montant des indemnités kilométriques au sein de la branche.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord collectif s'applique aux rapports entre employeurs et salariés, sur le territoire national, y compris les DOM-TOM, entrant dans le champ d'application défini ci-après.

Cet accord s'applique à l'ensemble des associations et organismes employeurs privés à but non lucratif qui, à titre principal, ont pour activité d'assurer aux personnes physiques toutes formes d'aide, de soin, d'ac-

compagnement, de services et d'intervention à domicile ou de proximité. Les associations et organismes entrant dans le champ d'application sont ceux qui apparaissent dans la nomenclature d'activités françaises (NAF) instaurée par le décret n° 92-1129 du 2 octobre 1992, correspondant notamment aux codes suivants :

- 85-3-J ;
- 85-3-K ;
- 85-1-G,

à l'exception de ceux qui appliquent à titre obligatoire un autre accord étendu.

Et à l'exception :

- des SSIAD de la Croix-Rouge française ;
- des associations et organismes employeurs dont l'activité principale est le service de soins infirmiers à domicile adhérents de la FEHAP ;
- des organismes employeurs dont l'activité principale est le SESSAD, le SAMSAH, ou le service de tutelle, et adhérents aux syndicats employeurs signataires de la convention collective nationale de travail du 15 mars 1966.

Il est précisé que le code NAF « APE » (activité principale exercée), attribué par l'INSEE à l'employeur, et que celui-ci est tenu de mentionner sur le bulletin de paie en vertu de l'article R. 143-2 du code du travail, constitue une présomption d'application du présent accord.

En cas de contestation sur son application, il incombe à l'employeur de justifier qu'il n'entre pas dans le présent champ d'application en raison de l'activité principale qu'il exerce.

Les employeurs adhérents d'une fédération, d'une union, ou d'une organisation entrant dans le champ d'application du présent accord, mais qui n'exercent pas à titre principal les activités relevant de ce champ, pourront, s'ils ne sont pas couverts par un autre texte conventionnel étendu, appliquer à titre volontaire les dispositions du présent accord collectif.

## **Article 2**

### *Montant des indemnités kilométriques*

Le montant des indemnités kilométriques est fixé de la manière suivante :

- utilisation d'un véhicule automobile : 0,33 €/km ;
- utilisation d'un deux-roues à moteur : 0,14 €/km.

## **Article 3**

### *Modification des articles des conventions collectives*

Les montants des indemnités kilométriques ou frais de déplacement inscrits aux articles des différents accords ou conventions collectives de la branche visés ci-dessous sont modifiés par le présent accord.

Ainsi sont modifiés les articles suivants :

- l'article 5.4.1 de la convention collective ADMR du 6 mai 1970 ;
- l'article 1<sup>er</sup> de l'avenant signé le 22 novembre 2001 à la convention collective des organismes d'aide ou de maintien à domicile du 11 mai 1983 ;

- l'article 1<sup>er</sup> de l'avenant n° 02-2001 signé le 3 décembre 2001 à la convention collective nationale concernant les personnels des organismes de travailleuses familiales du 2 mars 1970 ;
- l'article 4.4 des accords UNACSS de 1993.

Les autres dispositions contenues dans ces articles restent inchangées.

#### **Article 4**

##### *Engagements des partenaires sociaux*

Les partenaires sociaux de la branche de l'aide à domicile s'engagent à négocier en 2006, dans le cadre de la convention collective de la branche, les modalités liées aux déplacements professionnels, inhérents à l'activité et aux missions du personnel d'intervention de l'aide à domicile.

Les partenaires sociaux de la branche de l'aide à domicile s'engagent également à négocier au cours du premier semestre de chaque année le montant de l'indemnité kilométrique pour l'année suivante.

#### **Article 5**

##### *Date d'effet*

L'accord prendra effet le premier jour du mois qui suit la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'agrément.

#### **Article 6**

##### *Durée de l'accord*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

#### **Article 7**

##### *Dénonciation de l'accord*

Chacune des parties contractantes se réserve le droit de demander la révision de cet accord. La demande de révision devra être accompagnée de nouvelles propositions. Cet accord peut être dénoncé totalement, en respectant un préavis de 3 mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La partie qui dénoncera l'accord totalement devra joindre, à la lettre de dénonciation, un nouveau projet de rédaction.

Des négociations devront être engagées dans les 6 mois de la dénonciation totale.

#### **Article 8**

##### *Extension*

Les parties conviennent qu'elles demanderont l'extension du présent accord.

#### **Article 9**

##### *Sécurisation juridique*

Les accords d'entreprises relatifs à la mise en œuvre du montant des indemnités kilométriques ne peuvent déroger dans un sens moins favorable aux dispositions contenues dans le présent texte.

Fait à Paris, le 29 novembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

ADESSA ;  
FNAAFP-CSF ;  
FNAID ;  
UNACSS ;  
USB-Domicile :  
– UNADMR ;  
– UNA.

**Syndicats de salariés :**

CFDT ;  
CFE-CGC ;  
CFTC ;  
UNSA-SNAP ADMR.